



DECLARATION LIMINAIRE DU CDAS DU 19 MAI 2020

Suite à la gestion désastreuse du gouvernement, le CORONAVIRUS-COVID19, s'est propagé rapidement au sein de la population, et a conduit au confinement de millions de personnes, parfois dans des conditions dramatiques.

Malheureusement, au sein de nos ministères, la gestion de la crise n'a pas été meilleure. Sous prétexte du maintien de l'activité de nos services, les ministres ont envoyé des dizaines de milliers de collègues dans les services, sans fournir de mesures de protection adéquates.

En ce qui concerne l'action sociale, il ne faudrait pas que la crise sanitaire serve au secrétariat général de prétexte à :

- la fermeture de nombreux restaurants finances ;
- la suppression de centres de vacances ;
- l'amputation d'une partie du CAL.

Pour la CGT cette sortie de crise doit déboucher sur une amélioration de l'action sociale ministérielle, de façon urgente et pérenne.

Ainsi, la CGT revendique :

- une aide exceptionnelle pour les collègues dont les conjoints auraient subi le chômage partiel ou seraient au chômage suite à la crise sanitaire ;
- une aide aux devoirs pour les enfants déscolarisés dans cette période, quel que soit l'organisme, association ou particulier dispensant les cours de soutien ;
- plus de vacances pour les psychothérapeutes.

Ces deux dernières propositions relevant du local, ont pour but certes de faire face à l'urgence sanitaire, mais également de réaffecter une partie du CAL qui ne pourra pas être dépensé classiquement.

En ce qui concerne la restauration collective, la CGT est pour la réouverture des restaurants, avec bien sûr l'application stricte des mesures barrières.

La délégation peut-elle nous communiquer le PRA des crèches ?

La CGT veut aborder la problématique de la politique de remboursement des séjours attribués par EPAF.

Y-a-t-il eu beaucoup de demandes de logements suite à l'arrivée de nouveaux collègues B et A, ont-ils pu obtenir une réponse ?

De nombreux sujets primordiaux (restauration, EPAF,) devaient être abordés lors du dernier CDAS annulé suite à la situation sanitaire, la CGT demandera la tenue d'un nouveau CDAS à la rentrée.

Plus généralement, nous espérons que la France de demain ne sera pas la France d'hier, comme l'a précisé le Président de la République lors de sa première allocution, qu'elle sera plus solidaire, et que les budgets de l'action sociale ne soient plus que financiers, mais établis en fonction des besoins réels des agents.

Sylvie Lemaire, Laurence Barnault, Yannick Massiet, Sophie Delplace, Annick Phellion.